

Les banques françaises au service d'une économie bas carbone et inclusive



Maya ATIG,
Directrice Générale
de la Fédération
bancaire française
(FBF)

Depuis la COP 21 et l'Accord de Paris, la mobilisation de la Place de Paris n'a cessé de s'accélérer, confirmant ainsi son rôle moteur pour une finance respectueuse des enjeux du développement durable. Paris a ainsi été en 2015 la première place financière à déclarer collectivement son adhésion au consensus scientifique sur l'impact des émissions de gaz à effet de serre et à prendre les mesures nécessaires pour que l'industrie financière apporte sa contribution à l'accélération de la transformation vers une économie bas-carbone. La déclaration de Paris Europlace de juillet 2019 en faveur d'une nouvelle étape pour la finance verte et durable prévoit une série d'engagements dont la création d'un observatoire des réalisations et des actions en ce domaine. Cette avancée s'accompagne de travaux méthodologiques, en lien avec les autorités et les superviseurs, sur l'évaluation de l'exposition des portefeuilles aux risques climatiques.

Très actives, les banques françaises se veulent accélératrices de la transition écologique à l'échelle planétaire et dans notre pays. C'est à la fois un engagement en matière de responsabilité sociale et un enjeu économique majeur.

Elles ont été parmi les premières au monde, il y a bientôt 10 ans, à publier des politiques sectorielles sur les secteurs les plus sensibles au plan environnemental et social. Elles ont notamment toutes annoncé leur plan de désengagement du financement des centrales thermiques à charbon et du développement et de l'exploitation de mines de charbon thermique.

Elles ont adopté des critères d'exclusion et des dates butoir précises, au-delà desquelles elles ne pourront plus avoir des relations commerciales avec les entreprises impliquées dans le charbon qui ne seraient plus en ligne avec les exigences de leur politique.

En outre, certaines d'entre elles ont pris des engagements afin de ne plus financer des énergies fossiles non conventionnelles.

Plus généralement, pour cette transition vers une économie bas carbone et inclusive, les six grandes banques françaises et la FBF ont signé en septembre 2019 les « Principes pour une banque responsable » de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP FI). Ces principes contiennent notamment l'engagement des banques signataires à aligner leur stratégie avec l'Accord de Paris.

Cinq grandes banques françaises ont également rejoint le « Collective Commitment to Climate Action » du 23 septembre 2019, regroupant 33 banques internationales, qui fixe des mesures concrètes et contraignantes que les banques doivent prendre pour renforcer leurs contributions et aligner leur portefeuille de prêts avec l'Accord de Paris.

Les engagements des banques françaises les mettent en pointe dans le développement de la finance verte au niveau international. Quatre des banques françaises figurent dans le top 10 mondial en matière de prêts verts et durables pour

un montant qui s'élève à plus de 27 milliards de dollars et représentent 45% du top 10 mondial¹. Un palmarès que l'on retrouve en matière d'obligations vertes, sociales et durables émises en euros où leur part de marché s'élève à plus de 27%². Elles contribuent à de nombreux projets « climat » (éolien, solaire...) notamment parce que leur savoir-faire et leur expertise leur permettent de fournir des solutions innovantes et adaptées à ce type de projets. Les chiffres disponibles dans tous les domaines (produits dédiés, secteurs liés à la transition environnementale...) montrent une dynamique rapide et une place des banques françaises plus forte que leur poids naturel dans l'économie mondiale.

En matière de notation extra financière, les grands établissements français figurent parmi les mieux notés du secteur : par exemple, 5 banques dans le top 6 de leur catégorie chez Vigeo-Eris. Des notations externes et indépendantes qui témoignent de leur approche responsable des sujets ESG dont le climat.

C'est au quotidien que les banques de détail françaises relèvent le défi de la transition écologique. Dans nos sociétés basées sur l'économie de marché, la transition vers une économie bas carbone et inclusive ne se décrète pas et doit passer par une action collective, chacun, particulier ou entreprise, doit se mobiliser et saisir les possibilités de financements disponibles afin de contribuer à son niveau à la transition vers une économie bas carbone.

L'activité de « banque de détail » joue un rôle clé pour permettre aux particuliers, artisans, commerçants ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises qui constituent le cœur de l'activité économique du pays, de mener à bien ces projets individuels, qu'il s'agisse de la rénovation thermique des logements et des locaux des PME ou du développement via les filiales de gestion d'actifs de produits d'investissements « verts » pour les épargnants. Ainsi, les Eco-prêts à taux zéro, après de multiples tentatives de formules,

commencent à trouver leur place et ont doublé entre 2018 et 2019. Côté épargne, l'année 2019 a été une année record pour la finance solidaire collectée par les banques et mutuelles d'assurance, dépassant le seuil des 15 milliards d'euros d'encours (+29%)³.

Au-delà de ces produits « fléchés », une bonne partie des portefeuilles de crédit des banques et des placements dans le domaine de la gestion d'actifs doivent être réorientés avec pour objectif d'accélérer la transition : tout l'enjeu des travaux méthodologiques d'alignement de ces portefeuilles et du développement de la disponibilité de données extra-financières fiables est à poursuivre afin de pouvoir amorcer et mesurer cette transition. Il faut garder à l'esprit que les portefeuilles actuels financent déjà des activités favorables à la transition mais qu'il est encore difficile de mesurer. C'est tout notre modèle qui se mobilise.

Aux défis environnementaux notamment climatiques s'ajoutent des attentes sociales et sociétales fortes, et de plus en plus pressantes, exacerbées encore davantage par le contexte sanitaire et économique totalement inédit que nous connaissons.

La prise en compte de toutes ses attentes par les banques est un élément de motivation très important pour les salariés. L'observatoire des métiers de la banque a ainsi publié en 2018 une étude sur la croissance verte : « faire de nos collaborateurs les acteurs-clés d'une économie responsable ». Face à une économie en transition vers plus de croissance verte, les collaborateurs du secteur bancaire sont plus que jamais les acteurs clés d'une économie responsable.

L'industrie bancaire française est engagée depuis plusieurs années dans la finance durable. Nous avons conscience du chemin qu'il reste à parcourir. Une transition aussi profonde que celle que nous sommes en train de vivre doit être menée de manière déterminée et responsable, mais également de façon inclusive. Les banques françaises s'y emploient chaque jour. ■

1/ Source : Refinitiv LPC pour Loanly Planet

2/ Source Dealogic

3/ Source Finansol 2020